

Perspectives

N°25/202 – 30 juin 2025

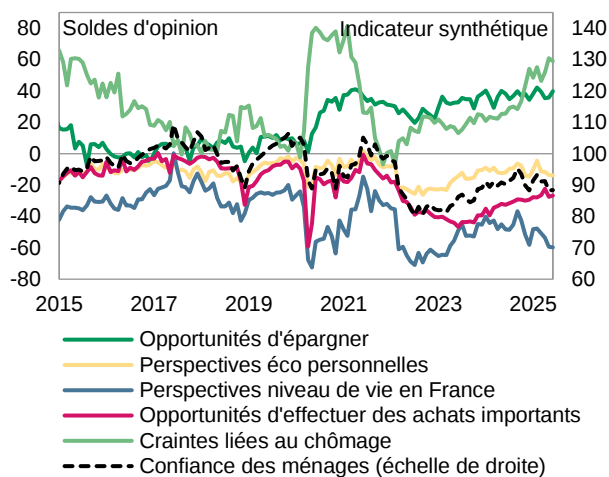
FRANCE – Les ménages vont-ils moins épargner ?

Plusieurs indicateurs ont été publiés la semaine dernière sur la situation des ménages au deuxième trimestre. Les ménages français, qui ont continué à épargner en masse en début d'année, avec un taux d'épargne qui a grimpé à 18,8%, vont-ils moins épargner ? Le corollaire étant évidemment de savoir si les ménages français vont consommer davantage, alors que leur consommation a diminué de 0,2% en volume au premier trimestre. Tout indique que le taux d'épargne des ménages devrait rester élevé. La confiance des ménages s'est stabilisée en juin, mais à un niveau bas. Toutefois, leur consommation devrait se redresser un peu, comme prévu dans notre prévision pour la France. L'inflation est en effet restée basse en juin, et la consommation des ménages en biens a progressé en mai pour le deuxième mois consécutif.

Les résultats de l'enquête mensuelle de conjoncture de l'Insee auprès des ménages de juin sont parus mercredi 25 juin. La confiance des ménages est restée stable par rapport à mai, à 88, soit sensiblement en-dessous de sa moyenne de longue période (100). Si l'indicateur synthétique se trouve à un niveau dégradé, il reste supérieur au point bas qui avait été atteint à l'été 2022 (80). Dans le détail des soldes d'opinion, celui sur l'opportunité d'épargner s'établit toujours à un niveau très élevé. Il a même légèrement augmenté en juin, à un niveau proche de son record de février. Les craintes liées au chômage ont sensiblement augmenté depuis la fin de l'année 2024. En juin, le solde d'opinion associé a légèrement diminué, mais reste à un niveau élevé, nettement au-dessus de sa moyenne de long terme. Le solde d'opinion sur l'opportunité d'effectuer des achats importants est resté stable en juin, à un niveau inférieur à sa moyenne de longue période, mais il est en hausse sur un an et en hausse au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre 2025.

Les résultats provisoires de l'indice des prix à la consommation (IPC) de juin ont été publiés par l'Insee vendredi 27 juin. L'inflation est certes en légère hausse sur un an par rapport au mois de mai, mais elle reste très faible, à 0,9% (après 0,7%). La hausse s'explique par une accélération des prix des services (à +2,4% en glissement annuel après +2,1%) liée à celle des prix des services d'hébergement, de santé et de transports, et par la moindre baisse des prix de l'énergie (-6,9% après -8%), en lien avec celle des prix des produits pétroliers. Si l'inflation de juin venait à être confirmée à 0,9% dans les résultats définitifs, l'inflation se sera établie en moyenne à 0,8% au deuxième trimestre, en repli par rapport au premier trimestre (+1,1%).

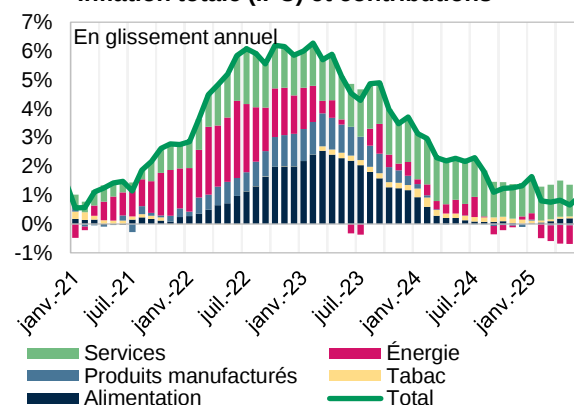
Soldes d'opinion et confiance des ménages



Derniers points : juin 2025

Sources : Insee, Crédit agricole S.A./ECO

Inflation totale (IPC) et contributions



Derniers points : juin 2025 (résultats provisoires)

Sources : Insee, calculs Crédit agricole S.A./ECO

Les données de consommation des ménages en biens du mois de mai ont également été dévoilées vendredi 27 juin par l'Insee. En volume, les achats des ménages en biens augmentent pour le deuxième mois consécutif (une bonne nouvelle), bien qu'ils soient en ralentissement en mai (+0,2% après +0,5% – des données pour avril d'ailleurs révisées à la hausse, car la première estimation était de +0,3%, une bonne nouvelle aussi). Les dépenses en énergie (données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) rebondissent (+2,2% après -3,7%) après un mois d'avril aux températures particulièrement clémentes pour la saison. Les achats alimentaires se replient légèrement en mai (-0,4%), mais cela fait suite à un rebond sensible en avril (+2,7%). La consommation de produits de type chocolat et confiseries et de boissons est en effet en baisse en mai. Les dépenses en biens fabriqués sont en léger repli (-0,3%), mais celui-ci n'efface pas totalement la hausse qui avait été enregistrée le mois précédent (+0,6%). Cette baisse en mai est liée au recul des achats de biens durables (-0,6% après +0,7%), en lien avec celui des dépenses en matériels de transport, notamment de véhicules neufs, même si les achats de biens d'équipement du logement sont aussi en recul (-0,2% après +0,5%). Les biens ne constituent qu'une partie des dépenses de consommation des ménages, avec des dépenses en services beaucoup plus dynamiques que celles en biens sur le passé récent et dont le contenu en importations est moindre. Au premier trimestre 2025, les dépenses en services ont progressé de 0,3% quand celles en biens se sont repliées de 0,5%, ce qui fait qu'au total depuis le quatrième trimestre 2019, celles en biens ont diminué de 4,1%, et celles en services ont bondi de 10%. À l'issue du mois de mai, les données suggèrent une stabilisation des dépenses des ménages en biens au deuxième trimestre. Ce constat pourrait toutefois être revu selon l'évolution au mois de juin, et les éventuelles révisions pour mai.

✓ **Notre opinion** – Notre nouveau scénario pour la France (à retrouver au sein de notre [scénario pour l'Europe récemment publié](#)) table sur une hausse de la consommation des ménages modérée au deuxième trimestre (+0,2%), avec un taux d'épargne qui ne diminuerait pas. Le taux d'épargne devrait rester très élevé sur l'ensemble de l'année 2025, et ne diminuerait que légèrement en 2026 avec la réduction de l'incertitude. En conséquence, la consommation des ménages ralentirait en 2025, avant une accélération en 2026.

L'Insee a récemment présenté dans sa note de conjoncture une analyse sur données bancaires qui montre que deux tiers de la hausse du taux d'épargne constaté en 2024 (à 18,2%) serait à attribuer à la population retraitée. Les pensions de retraite ont en effet été dynamiques sur le passé récent, car elles sont indexées avec retard sur l'inflation. Or, ce type de revenus est traditionnellement moins consommé que les revenus du travail de la population en emploi. Avec la baisse de l'inflation, ce phénomène ne devrait pas se reproduire à l'horizon de notre scénario (2026), écartant une possible nouvelle hausse du taux d'épargne, qui est déjà très élevé en perspective historique, alors que celui-ci oscillait autour de 14,5% entre le début des années 1990 et la fin de l'année 2019, avant la crise sanitaire.

Article publié le 30 juin 2025 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
27/06/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
27/06/2025	<u>Europe – Scénario 2025-2026 : les économies européennes en phase d'attente et de transition</u>	Europe
25/06/2025	<u>Italie – Reprise des transactions immobilières au T1 2025</u>	Italie
24/06/2025	<u>France – L'Insee prévoit une croissance inférieure de moitié à celle de la zone euro cette année</u>	France
20/06/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
20/06/2025	<u>Monde – Scénario macro-économique 2025-2026 : un contexte anxio-gène, quelques résistances inédites</u>	Monde, scénario
19/06/2025	<u>Corée du Sud : l'élection de Lee Jae-myung signe-t-elle la fin de la crise politique ?</u>	Asie
18/06/2025	<u>Royaume-Uni – Nette dégradation de la conjoncture en avril</u>	Royaume-Uni
17/06/2025	<u>À Money20/20, interopérabilité, IA agentique et stablecoins entrent en collision</u>	Banque, fintech
16/06/2025	<u>France – La Banque de France revoit en baisse sa prévision de croissance et d'inflation d'ici 2027</u>	France
16/06/2025	<u>Industrie – La robotique industrielle, un levier essentiel pour la réindustrialisation française</u>	Sectoriel, industrie
13/06/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
12/06/2025	<u>Les compléments alimentaires améliorent-ils vraiment la santé des Français ?</u>	Santé, France
10/06/2025	<u>BTP France – Situation et perspectives : ralentissement de la baisse d'activité en 2025</u>	BTP, France
06/06/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
05/06/2025	<u>Maroc : we can do it !</u>	Afrique, Moyen-Orient
02/06/2025	<u>Mexique – Où en sommes-nous ?</u>	Amérique latine
28/05/2025	<u>Les États-Unis et le Royaume-Uni signent un « Accord de prospérité économique » : quelques baisses de tarifs et beaucoup de promesses</u>	Royaume-Uni, États-Unis
28/05/2025	<u>Zone euro – La guerre commerciale pèse sur les prévisions de la Commission européenne</u>	Zone euro
28/05/2025	<u>Sous le vernis de l'adoption, ce que pensent vraiment les Américains des cryptomonnaies</u>	Cryptomonnaies
28/05/2025	<u>Union européenne – 30% des fonds de la Facilité pour la reprise et la résilience utilisés depuis 2020</u>	Union européenne
27/05/2025	<u>France – Une immigration en hausse et de plus en plus qualifiée depuis 2006</u>	France

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda**Documentation** : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO**Secrétariat de rédaction** : Véronique ChampionContact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.